
Documents sauvegardés

Mardi 8 avril 2025 à 8 h 16

1 document

Par Université Paris XIII

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

	8 avril 2025	
Le Parisien (site web)	Pollution à l'amiante : à la recherche des survivants de « l'usine-poison » d'Aulnay-sous-Bois	3
	Quatre consoannes, trente-sept années à broyer de l'amiante et sans doute des dizaines de milliers de victimes. Voilà résumé en chiffres l'un des scandales sanitaires et environnementaux les ...	

Documents sauvegardés



© 2025 Le Parisien. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 avril 2025 à BU-de-PARIS-XIII à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20250408-PFR-c67d4c9f407a3efa03153beed23303d153cfb670

Nom de la source

Le Parisien (site web)

Mardi 8 avril 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Le Parisien (site web) • 1087 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Pollution à l'amiante : à la recherche des survivants de « l'usine-poison » d'Aulnay-sous-Bois

Alexandre Arlot, Claire Guédon

Quatre consonnes, trente-sept années à broyer de l'amiante et sans doute des dizaines de milliers de victimes. Voilà résumé en chiffres l'un des scandales sanitaires et environnementaux les plus retentissants qu'ait jamais connus l'Île-de-France. La cour d'appel de Paris a condamné en novembre 2024 son responsable, **coupable de ne pas avoir procédé à la dépollution de son site**, à verser plus de 14 millions d'euros à la municipalité d'Aulnay-sous-Bois.

C'est dans cette ville de **Seine-Saint-Denis** que se trouvait le CMMP, le Comploir des minéraux et des matières premières. Mais ici, cela fait bien longtemps qu'on ne s'embête plus à prononcer ce sigle. On a trouvé un surnom plus parlant : « L'usine-poison ».

Un poison lent, diffus et donc **possiblement mortel** sur la piste duquel s'est lancé le Giscop 93, le groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle en Seine-Saint-Denis. Ces chercheurs ont commencé à repérer dès 2008 des malades souffrant de pathologies liées à l'amiante, alors qu'ils n'y avaient pas été confrontés dans

leur métier.

Aujourd'hui, ces experts continuent leur quête de vérité sanitaire en créant une carte collaborative. Ce sont déjà eux qui, en 2013, à la demande de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France, avaient présenté une étude titanesque pour démontrer qu'il était possible de retrouver les personnes exposées aux poussières d'amiante.

Des ouvriers mais pas seulement : situé en centre-ville, le CMMP a aussi contaminé des riverains et des élèves de groupes scolaires voisins. Anne Marchand, sociologue et codirectrice du Giscop 93, évaluée à « plus de 23 000 personnes » ce qu'elle nomme « la population survivante depuis 1938 ». L'entreprise a broyé de l'amiante à partir de cette année-là et jusqu'en 1975. « Des quantités importantes de poussières d'amiante ont été émises dans l'atmosphère pendant cette période », rappelait l'ARS en 2014. Le site a fermé en 1991.

La première enquête de l'ARS, « un gâchis monumental »

À partir de l'an 2000, les habitants d'Aulnay-sous-Bois et les associations structurent une lutte entamée par un

couple qu'on qualifierait aujourd'hui de lanceur d'alerte. En juin 1996, huit mois avant l'interdiction de ce minéral à la texture fibreuse en France, le frère de Nicole Voide décède d'un mésothéliome à l'âge de 49 ans. L'exposition à l'amiante est la cause principale de ce cancer de la plèvre.

Sa soeur l'ignore encore mais Pierre Léonard deviendra la première victime officielle de « l'usine-poison », dont sa famille était riveraine. Nicole et Pierre passaient devant, pour aller à l'école voisine. « Ça faisait du bruit et de la poussière mais on ne savait pas ce qu'on y fabriquait », nous racontait la retraitée, il y a une dizaine d'années.

« J'avais promis à mon frère que j'irais jusqu'au bout, pour connaître la vérité, et faire en sorte que les responsables soient reconnus coupables », confiait-elle encore. Le combat de Nicole Voide et de son époux Gérard entraînera une prise de conscience générale. « Sans eux, on n'aurait pas réussi à faire déplacer les écoles et peut-être pas à obtenir une bulle », estime Annie Thébaud-Mony, sociologue engagée et référence en France sur les cancers professionnels et la santé au travail. Bien après la fermeture du CMMP et la vente du terrain

Documents sauvegardés

en 1999, les écoliers ont déménagé dans des préfabriqués, puis [le bâtiment a été mis sous cloche pour être dépollué](#).

Après l'étude du Giscop 93, [l'ARS a mené une gigantesque enquête](#) entre 2014 et 2016. Elle a adressé une missive à des milliers de particuliers ayant fréquenté, entre 1938 et 1975, l'une des écoles proches de l'usine. Les anciens élèves étaient invités à se rapprocher de leur médecin traitant. L'initiative, pourtant d'une ampleur inédite, ne concernait ni les riverains ni les employés.

« L'ARS n'a envoyé une lettre qu'à 6 000 écoliers, déplore Anne Marchand. C'est un gâchis monumental. » Aujourd'hui, l'agence justifie le choix de l'époque. « Cette démarche visait également à toucher par ricochet les entourages des anciens élèves, indique-t-elle. L'objectif était bien de toucher un large public par un effet boule de neige, les destinataires du courrier pouvant ensuite prévenir leur famille, voisins, amis. » Quant aux employés de l'usine, l'ARS précise que leur suivi « relevait de la médecine du travail ».

« Une carte participative en ligne »

Dans son exposition itinérante « Aulnay-sous-amiante : une lutte populaire contre l'indifférence », le Giscop 93 rappelle que ce « programme de recherche » a pris fin en novembre 2016 « sans qu'aucun bilan ne soit réalisé ». « L'ARS a tout arrêté du jour au lendemain, sans explication », peste encore aujourd'hui Alain Bobbio, le président de [l'Association de défense des victimes de l'amiante en Seine-Saint-Denis](#).

Sur ce point, l'agence explique « qu'il n'a pas été possible d'évaluer l'impact précis en termes de consultations et de recours aux soins (pas de quantification

du nombre de consultations et d'examens de diagnostic réalisé après orientation des personnes concernées vers leur médecin traitant). »

Charge donc, désormais, aux chercheurs de reprendre le travail inachevé, avec cette fois une aide financière du CNRS de 15 000 euros. Ce nouveau défi se présentera notamment sous la forme d'« une carte participative en ligne pour collecter des témoignages, des photos, des archives », explique Léa Prost, maîtresse de conférences en géographie de la santé à l'université Paris-Est-Créteil. Le site Internet est en cours de construction.

« Conserver la trace de témoignages »

« C'est un travail très contraint du point de vue de la Cnil (la Commission nationale de l'informatique et des libertés), souligne la jeune enseignante. On espère un outil utilisable d'ici à la fin de l'année. » Anne Marchand détaille plus précisément l'objectif et le cadre dans lequel évolueront ces travaux. « On part du constat que la médiatisation avait permis que des gens comprennent ce qui leur était arrivé », indique-t-elle, [en citant l'exemple de Virginie Dupeyroux](#).

Grâce à un article du Parisien, cette dernière avait pu faire un lien entre le mésothéliome dont est mort son père en 2015, dans la Nièvre, et son enfance à Aulnay. « Une jeunesse passée rue Pollet, aux abords du CMMP, une usine de broyage d'amiante, dont il a respiré la poussière pendant dix-neuf ans, sans savoir qu'il s'empoisonnait », résumait la fille du défunt, dans nos colonnes en 2018.

« Garder l'empreinte de cette histoire donnera la possibilité à de nouvelles personnes de se faire connaître, poursuit

Anne Marchand. Il ne s'agira pas de faire des signalements de malades parce qu'on n'en a pas le droit, mais de conserver la trace de témoignages comme ceux, par exemple, qu'ont reçus par écrit les époux Voide. » Le Giscop 93 espère ainsi aboutir à une « enquête emblématique ». Comme le rappelle sa codirectrice, « Aulnay n'est qu'une petite histoire au milieu de toutes ces friches industrielles qui subsistent. »

Cet article est paru dans Le Parisien (site web)

<https://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/pollution-a-lamiante-a-la-recherche-des-survivants-de-lusine-poison-daulnay-sous-bois-08-04-2025-07FNTWEOXBD6RHX2I5POBBNFKA.php>